

Bain de sang dans l'Amazonie péruvienne !

Compilation des notes d'info publiées à chaud sur le site de l'OCL

[<http://oclibertaire.free.fr/>]

Chronologie et Annexes (fin du document)

=====
1-. Vendredi 5 juin – 19 heures ici (midi au Pérou)
=====

Vendredi 5 juin au matin (midi heure européenne), la police péruvienne s'est déchaînée contre les populations indigènes de la province Amazonas qui bloquaient une route en appui à leurs demandes. Le bilan des extrêmes lourd, plusieurs morts, peut-être des dizaines, des dizaines de blessés, peut-être des centaines. Les informations sont encore assez confuses, la zone est bouclée par la police. Les affrontements se poursuivent

Cela fait 56 jours que les communautés indiennes du Pérou amazonien se sont soulevées contre des projets miniers ou pétroliers dans le Nord-Est.

A la mi-mai, ils sont déclarés "en état d'insurrection".

"Nous déclarons nos peuples en état d'insurrection contre le gouvernement du président Alan Garcia sur les territoires indigènes amazoniens", a déclaré à Lima le 15 mai dernier Alberto Pizango, président d'un collectif qui dit représenter 1350 communautés de 65 groupes ethniques, soit 600'000 personnes environ.

Cet état d'insurrection signifie que "nos lois ancestrales ont désormais force de loi et que nous considérons comme une agression l'entrée d'une quelconque force sur nos territoires", avait averti M. Pizango.

La solution, a-t-il poursuivi, "passe par une abrogation" de décrets législatifs de 2007 et 2008 qui assouplissent le cadre de l'exploitation minière, pétrolière, forestière ou de l'eau, par des firmes multinationales, sur des terres que les indigènes considèrent comme ancestrales.

Mise à jour 19 h

Le chiffre des victimes ne cesse d'augmenter.

Alberto Pizango, président de la Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana (AIDSESP), organisation qui regroupe les indigènes actuellement en grève, affirme connaître la mort "jusqu'à présent de 15 indigènes amazoniens". Alberto Pizango demande une "enquête internationale" sur les faits et a déclaré que le président Alan Garcia avait "ordonné le génocide".

De son côté, d'après la coordination des radios locales (CNR), il y aurait 20 indigènes tués et 9 policiers.

Les affrontements se poursuivent, les indigènes, après avoir mis le feu à de nombreux locaux officiels, sont en train d'attaquer le commissariat, d'après Radio La Voz.

Le nombre de blessé ne cesse de croître et les 2 hôpitaux de la zone sont maintenant débordés.

L'électricité est semble-t-il coupée dans une grande partie de la zone, ce qui empêche les radios locales d'émettre.

Mise à jour à 17 h

Les informations sont confuses. Les chiffres qui circulent parlent d'un nombre de morts entre 10 et 20. Cela s'est passé ce matin (mi-journée en Europe)

Plusieurs morts et des dizaines de blessés, tel serait le résultat tragique de la répression menée par la Direction Nationale des Opérations Spéciale (DINOES) contre les indigènes de Bagua pendant une opération visant à les expulser de la route Fernando Belaúnde Terry qu'ils occupaient. Cette localité de la province de l'Amazonie péruvienne est située à 730 km au nord de Lima.

Le président du comité de lutte provincial de Condorcanqui, Santiago Manuin Valera, aurait été assassiné par la police après avoir été visé par des armes de guerre dans la zone de Curva del Diablo où ils se sont concentrés.

Le leader Indien Mateo Impi a annoncé que les policiers ne laissaient pas approcher des cadavres. "Nous demandons l'intervention de la Défense (du Peuple)" a-t-il ajouté.

Le général Murua a ajouté que la circulation a été rétablie dans des circonstances difficiles mais que la route était maintenant dégagée.

Auparavant, le président péruvien Alan García avait rendu responsables les "pseudo dirigeants des communautés natives qui impulsent des mesures de forces et de violence". Et d'ajouter : "Ils prétendent jouer à la révolution".

De son côté, le directeur de la Police Nationale, le général José Sánchez Farfán a déclaré que la police avait été “attaquée” et que 4 policiers avaient été tués avec des armes à feu par des indigènes lors des affrontements pour dégager la route.

Peu après la phase initiale de la répression, les indigènes ont mis le feu au local du Parti Apriste Péruvien (parti du président), au local de COFOPRI, le siège de la direction de la province de Bagua et le local du PRONAA. L’hôpital de Bagua a fermé ses portes parce qu’il ne peut plus recevoir de blessés.

Sources : *Coordinadora Nacional de Radio, Peru.com, La Haine, etc...*

=====
2-. Mise à jour : Vendredi 5 juin - 23 heures ici (16 h au Pérou)
=====

Il se confirme que les indigènes qui bloquaient cette route depuis une dizaine de jours ont été attaqués par officiellement 639 policiers mais aussi au moyen d’hélicoptères d’où ont visés les manifestants avec des armes à feu et d’où auraient été lancées des grenades. Un des policiers décédé était d’ailleurs membre de l’équipage d’un hélicoptère qui aurait été visé par des hommes armés depuis le sol.

L’offensive de l’Etat

Le ministère de la justice a annoncé que les responsables des affrontements seront poursuivis. “Ce ne sont pas des actes de protestation mais de destruction, parce qu’il y a eu des morts et parmi eux des policiers et des civils innocents” a affirmé Erasmo Reyna, vice-ministre de la justice. Les indigènes morts ne sont semble-t-il pas “innocents”.

Pendant ce temps, le président Alan Garcia a rendu responsable de la tuerie Alberto Pizango, président de l’Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (AIDSESEP) en déclarant qu’il était un délinquant.

Les membres du gouvernement et du parti présidentiel ne sont pas en reste et font monter les enchères. Le ministre du travail, Jorge Villasante, accuse Alberto Pizango d’être responsable, à cause de son “intransigeance”, de ce qui s’est passé. Pour le député apriste Mauricio Mulder, “tirer sur des policiers c’est ce que font les terroristes”. “Ici ce qu’il y a c’est une politiciaillerie radicaloïde fomentée par des groupes partisans de la violence et ce que l’on voit c’est qu’ils sont liés au terrorisme”. La conséquence selon lui est que les dirigeants indigènes ont perdu toute représentativité, qu’ils se sont transformés en “assassins” de policiers et doivent être traités comme tel.

Etat d’urgence, déploiement de l’armée, couvre-feu

De son côté, la ministre de l’Intérieur Mercedes Cabanillasa a confirmé la mort de 9 policiers. Elle a elle aussi accusé Alberto Pizango d’être le principal responsable de la tuerie. Mais qu’il y a eu aussi, selon elle, infiltration des indigènes par le Sentier Lumineux. Elle a aussi dénoncé que des armes de la police (8 fusils AKM, avec leurs munitions) ont été volées au cours des affrontements.

Elle déclare avoir demandé l’instauration de l’état d’urgence avec prise de contrôle de la zone par les forces armées et l’instauration du couvre-feu.

Alberto Pizango menacé

Alberto Pizango, qui a accusé le président Alan Garcia d’avoir “ordonné le génocide” est menacé de poursuites pour “insurrection” et “rébellion” par les membres du gouvernement. Il serait en train de réfléchir à une demande d’asile politique à l’étranger car un mandat d’arrêt aurait été lancé contre lui.

Cette offensive répressive du gouvernement est une réponse à l’appel lancé la veille, le 4 juin dernier, par Alberto Pizango de faire du 11 juin une journée de mobilisation générale des populations autochtones pour protester contre le report de la discussion prévue au Parlement au sujet de l’abrogation de le décret-loi 1090 facilitant et encourageant les entreprises étrangères à investir dans les zones habitées par les autochtones (pétrole, mines, exploitations forestières...)^o

Bilan encore provisoire

D’après un représentant de l’Eglise locale, Edgar Calle, qui a assisté aux évènements depuis une colline proche, a déclaré qu’au moins 35 indigènes ont été arrêtés. Ils sont maintenu face contre terre sur la route. Les forces de police empêchent les religieux de s’approcher et de donner de l’eau aux détenus. Pour ce qui est des personnes décédées, le bilan provisoire s’établirait à 25 indigènes, 9 policiers et 2 journalistes.

Blessés : 7 policiers selon la ministre de l'Intérieur, plusieurs dizaines chez les habitants. Pour le seul hôpital de Bagua Grande, il y a 34 blessés par balles, 3 étant en salle d'opération.

Par ailleurs, sur les lieux des affrontements, de nombreux cadavres jonchent le sol et les policiers empêchent les habitants de les emmener.

Solidarité avec les peuples autochtones !

Appel de la Coordination Andine des Organisations Indigènes (CAOI)

Répression sanglante dans l'Amazonie péruvienne

[...]

Urgent: rassemblements devant toutes les ambassades du Pérou, en conformité avec les accords de la quatrième rencontre continentale des peuples et nationalités indigènes de l'Abya Yala

Le gouvernement apriste d'Alan García Pérez a déclenché ce matin une répression sanglante dans l'Amazonie péruvienne. [...] Une fois de plus, on cherche à imposer la mort sur la vie, le massacre sur le dialogue. C'est la réponse dictatoriale après 56 jours de lutte pacifique des autochtones et des pseudo dialogues et négociations, qui se termine par les balles de tousjours, les mêmes depuis plus de 500 années d'oppression.

Aujourd'hui plus que jamais, il est urgent de mettre en oeuvre les accords de la quatrième rencontre continentale des peuples et nationalités indigènes de l'Abya Yala (qui s'est déroulé à Puno, au Pérou, du 27 au 31 mai) et de rendre effective notre solidarité avec les peuples de l'Amazonie péruvienne, par des rassemblement devant les ambassades du Pérou, dans chaque pays, chaque jour, jusqu'à ce que s'arrête le bain de sang et que soient abrogés les décrets-lois du TLC avec les États-Unis. Et poursuivre en justice Alan García Pérez et de son gouvernement, pour sa soumission et la répression qu'il a déclenché : il a une dette d'au moins dix morts.

Cela s'est produit quelques heures après que le Congrès de la République, dans un acte de pure provocation, a décidé de reporter une fois de plus l'examen de l'abrogation des décrets-lois pro-TLC qui facilitent l'invasion des territoires indigènes, pendant que l'exécutif envoyait en grand nombre de nouveaux contingents de la police en Amazonie.

Nous appelons les organisations autochtones, les mouvements sociaux et les organisations des droits humains dans le monde entier à prendre des mesures concrètes : envois de lettres au gouvernement péruvien, au Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies pour les peuples autochtones, à Amnesty International, à Survival International, au Prix Nobel de la Paix, à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, à l'Organisation internationale du travail (convention OIT 169), pour qu'ils envoient immédiatement des missions au Pérou, afin de mettre fin à cette violence et que soit respecté les droits des autochtones.

Les Nations unies doivent agir fermement, en se joignant à la demande soulevée par la présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones, Victoria Tauli, de lever l'état d'urgence, de ne pas utiliser la répression et de respecter les règles internationales garantissant l'exercice des droits des autochtones.

Aujourd'hui, à Lima, toutes les organisations du mouvement social péruvien, réunis dans le Front Communautaire pour la Vie et la Souveraineté seront mobilisées à 17 h à la Plaza Francia, pour demander la fin de la répression et l'abrogation des décrets-lois qui affectent les droits à la terre des peuples autochtones des Andes et l'Amazonie et la souveraineté nationale.

Assez de répression !

Abrogation immédiate des décrets-lois anti-autochtones du TLC !

Lima, le 05 juin 2009

Coordination générale CAOI

====

Agence d'information SERVINDI : <http://www.servindi.org/>

CAOI : <http://www3.minkandina.org/>

Quelques photos :

<http://www.peru.com/noticias/portada20090605/37877/Imagenes-de-los-enfrentamientos-en-Bagua>

=====

3-. Mise à jour : Samedi 2 h 30 du matin ici (19 h 30 au Pérou)

=====

Quatre nouvelles victime lors une opération policière

Utcubamba, Amazonas, 05/06/2006 (CNR)

Quarte morts et plusieurs enfants blessés, tel serait le résultat d'une nouvelle opération policière réalisée il y a quelques instants dans la ville de Bagua, lorsqu'un groupe d'habitants s'est déplacée vers la Plaza de Armas à la recherche d'assistance médicale.

Selon des informations de radio La Voz, la police a tiré depuis un hélicoptère quand elle a vu un rassemblement de personnes sur la place. Résultat : quatre morts et plusieurs blessés dont des mineurs.

Les blessés ont été transportés à l'hôpital du Bon Samaritain car l'autre hôpital est saturé

Par ailleurs, le signal de radio La Voz a été interrompu, à la suite des interventions des députés officialistes Aurelio Pastor et Mauricio Mulder qui ont accusé cette station d'encourager la population à commettre des actes de violence.

Carlos Flores - Radio La Voz

38 policiers pris en otage par la foule

Pendant ce temps, d'après Peru.com, plus de deux mille habitants ont pris en otage 38 agents de police et un ingénieur à la station n°6 de la société Petroperú, province de Bagua, exigeant le retrait du contingent envoyé à Bagua faute de quoi ils les exécuteront.

Apparemment, une foule s'est introduite dans le local de l'entreprise pétrolière située dans le district de Imaza et a emmené les agents vers une colline proche. Parmi les otages se trouve, en plus de l'ingénieur, un commandant de la police. "Nous voulons négocier avec les autorités. 50 jours de grève, ils n'en tiennent pas compte et ils ont abattus nos frères aguarunas" a déclaré Carlos Huamán dans un appel radio.

Huamán a sommé la ministre de l'Intérieur Mercedes Cabanillas de donner l'ordre de retirer les forces de l'ordre envoyées dans la province d'Amazonas. "Nous lui recommandons de retirer les forces armées et ainsi nous pourrions dialoguer".

La ministre de l'Intérieur a confirmé l'information en disant que les preneurs d'otages étaient environ un millier.

Bilan de la répression du matin.

Toujours pas de chiffres précis. Le nombre de blessés par balles dépasserait la centaine.

Une infirmière de l'hôpital de Bagua Chica a déclaré à Canal N qu'ils avaient 40 blessés, "tous par balle, des balles au corps, à la tête, à l'abdomen, parce qu'ils (les policiers) ont voulu tuer nos frères". Elle a profité de l'interview pour demander de l'aide car l'hôpital est "dans un chaos total, sans lits, avec les blessés à même le sol". Elle accuse l'armée de ne pas laisser passer les blessés graves qui doivent être évacués dans d'autres hôpitaux car à Bagua, il n'y a plus de sang, plus de sérum, plus de gaze...

D'après des informations qui commencent à arriver; l'intervention de la police a commencé à 5 heures du matin, par terre et avec des hélicoptères en utilisant des gaz lacrymogènes et des armes à balles réelles. Les autochtones qui bloquaient la route dans la « Curva del Diablo » (le virage du diable) étaient plusieurs milliers. L'opération de dégagement a duré pratiquement toute la matinée. Les désordres se sont ensuite étendus à la ville de Bagua où les manifestants ont mis le feu à tous les locaux officiels qu'ils rencontraient.

D'après le général Sánchez Farfán de la police, les affrontements les plus violents se sont produits quand les policiers ont voulu prendre une colline qui domine la « Curva » et qu'ils se sont retrouvés avec en face d'eux environ mille personnes qui leur ont tiré dessus...

Impossible selon l'Aideseq car les manifestants n'avaient pas d'armes à feu, ils ne possèdent que des arcs et des flèches. L'association déclare que les policiers sont sans doute morts par des tirs croisés.

Les policiers morts seraient maintenant au nombre de 11.

Le bilan côté autochtone est toujours en cours : 25 tués ? 29 ?

Mandat d'arrêt contre Alberto Pizango

La ministre de l'Intérieur a confirmé qu'elle a demandé la capture d'Alberto Pizango, président de l'Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (AIDSESP) car il est dit-elle "le responsable intellectuel" des faits de violences à Bagua, Amazonas.

"Pizango est absolument le responsable intellectuel parce qu'il a conduit, agité, manipulé et trompé les autochtones" a affirmé la ministre qui a demandé que "s'applique contre lui tout le poids de la loi."

A suivre....

=====

Photos <http://www.flickr.com/photos/34173573@N08/sets/72157619302465028/>

=====

4-. Mise à jour : samedi 6 juin, 12 h ici (5 heures au Pérou)

=====

Les corps des amérindiens tués au cours d'affrontements avec la police sur la route Fernando Belaunde, dans la zone de "La Curva del Diablo" seraient brûlés par les policiers de la Direction des Opérations spéciales (Diroes) et jetés dans la rivière Marañón à la hauteur du hameau Reposo, à côté de Bagua (Amazonas), selon les dénonciations faites par Zebelio Kayapo, dirigeant amazonien.

Dans une interview à la CNR il a rapporté que les Amérindiens continuent à être massacrés et a demandé l'intervention des organismes défenseurs des droits de l'homme.

Kayap a précisé que jusqu'à présent il y a environ 20 blessés et 40 morts"mais peut-être plus car la Diroes est venu nous attaquer avec des balles et tout est confus".

Une résidente qui assure être témoin des événements a confirmé la version de Kayap. "J'ai vu que les cadavres ont été mis dans des sacs noirs et ont été emmenés aux bords de la rivière Marañón pour les jeter à l'eau. La population a demandé qu'ils restituent les corps de leurs familles pour leur donner une sépulture chrétienne, mais la police a refusé", a-t-elle dit.

Elle raconte aussi que les forces de l'ordre poursuivent la population awaruna les accusant d'être sendéristes (membres du groupe armé Sentier lumineux). Elle a précisé que certains Métis ont aidé à transporter les Amérindiens jusqu'à Bagua, mais d'autres qui n'ont pas été chargés dans les voitures ont été retenus dans une maison d'adobe où ils ont été massacrés.

Une habitante nommée Maria, dont elle a préféré taire le nom, a déclaré qu'un policier a averti sur un ton menaçant : "Comme vous avez tué nos collègues, vous aussi devez mourir"

Ils empêchent de recueillir les cadavres

Zebelio Kayap a également signalé qu'au hameau Siempre Viva, Amazonas, la police empêche le passage du public pour recueillir les blessés et les emmener à Jaen ou à Chiclayo, et n'autorise pas non plus au ramassage des cadavres disséminés dans la zone.

"Les forces de police est en train dans la Plaza de Armas. Nous voulons enlever les cadavres et les blessés, mais nous ne pouvons pas le faire. Les tirs depuis l'hélicoptère de la Diroes se poursuivent" dit-il.

Il a également révélé que parmi les blessés il y a des enfants qui ont été impactés par des grenades lacrymogènes dans les villages de Reposo et Siempre Viva. Kayap a également informé la CNR que les hôpitaux sont remplis de blessés, à la fois autochtones et métis.

La Coordination nationale des droits humains exige l'intervention du procureur Gladys Echaiz

Pendant ce temps, la Coordination nationale pour les droits humains (CNDDHH), confirmé par l'intermédiaire de son blog, qu'elle a également reçu des informations de médias locaux à propos des attaques contre les habitants de la région Amazonas et de l'incinération des cadavres par la police, bien que ces informations sont encore officieuses.

Toutefois, CNDDHH a demandé au procureur général Echaiz Gladys, afin que le ministère public intervienne pour enquêter sur les plaintes au sujet des éventuels abus commis lors de l'expulsion qui a débuté aujourd'hui à cinq heures du matin.

Ces informations démentent ce qu'a indiqué la ministre de l'Intérieur, Mercedes Cabanillas il y a quelques heures, qui ne mentionne que la mort de trois autochtones, ce qui serait faux car selon les photos publiées par la CNDDHH, il y aurait bien plus de personnes tuées dans les affrontements avec la police à Jaen et Bagua

Solidarité amérindienne

Les amérindiens d'Equateur dénoncent la répression dans l'Amazonie péruvienne. Au vu des événements qui viennent d'avoir lieu, l'organisation aborigène équatorienne Ecuarani a qualifié de répressive l'action du gouvernement péruvien et en ce sens a appelé la communauté internationale à être attentive à la situation.

A travers un communiqué, l'organisation accuse le président Alan García de "lâche agression" contre les autochtones qui depuis le 9 avril réclament l'abrogation d'une dizaine de décrets-lois qu'ils considèrent comme attentatoires à leurs droits.

Le président de Ecuarani, Humberto Cholango, a appelé les "secteurs dignes de notre continent et du monde à unir leurs voix pour arrêter les génocides qui obéissent à des ordres injustes et criminels.

=====
5-. Mise à jour – Samedi 6 juin, 19 heures ici (12 h au Pérou)
=====

Enlèvement des policiers

D'après le chef d'Etat major de la Police nationale, le général Miguel Hidalgo, 9 des 38 policiers que les autochtones avaient enlevés à la station de pompage de l'entreprise Petroperú ont été retrouvés morts égorgés, 22 ont été libérés et 7 auraient disparu.

Le ministre de la défense a indiqué que l'armée avait pris le contrôle de la station pétrolière dans la localité de Imacita. Aucune information n'a filtré sur les conditions de l'opération, ni sur ce qui est advenu des mille "preneurs d'otages". Le nombre de policiers tués atteint maintenant le nombre 20.

Bilan de la répression

Difficile de donner un chiffre exact dans la mesure où de nombreux témoins ont vu la police emmener des cadavres, soit pour les brûler et le jeter à la rivières, soit en les emmenant à bord d'hélicoptères.

Selon Juan Sausa, journaliste de Radio Marañón (faisant partie de la CNR), une commission a été formée par la Defensoría del Pueblo (organisme de médiation pour les droits humains); l'église et la Coordinadora Nacional de Derechos Humanos afin de parcourir les collines et rechercher les cadavres dispersés.

Alors que les officiels maintiennent le chiffre de 3 victimes parmi les amérindiens (!), le journaliste rapporte que, pour le moment, 8 cadavres ont été comptabilisés dans la ville de Bagua et que, selon les habitants il y aurait environ 35 disparus.

Beaucoup de awajún (ou aguarunas) ont été capturés par la police et emmenés. Impossible de savoir où et combien ils sont.

Pour les blessés graves, hospitalisés à Bagua mais aussi à la ville voisine de Jaén, le chiffre serait d'au moins 110 personnes.

Santiago Manuin Valeran, que l'on donnait mort est en fait dans un état très grave à l'hôpital où son diagnostic est réservé : il a reçu 8 balles, a perdu 2 litres de sang et a du être opéré.

Il est un des leaders historiques des communautés Aguaruna-Huambisa de la province de Condorcanqui. Il avait même reçu un prix de la Reine Sofía pour son engagement en faveur de la défense de la nature et des droits humains.

Retour sur les affrontements du vendredi matin

D'après de nombreux témoins, ce n'était pas une opération de dégagement habituelle où la police laisse une voie de sortie pour ceux qu'elle vient déloger, mais une attaque délibérée après encerclement. Les forces de l'ordre, policiers et soldats sont- intervenus lourdement armés, par voie terrestres et avec plusieurs hélicoptères.

Le blocus était composé par environ mille cinq cent manifestants et s'étalait sur près de deux kilomètres. Ceux des manifestants qui se trouvaient au centre du blocus n'ont pu s'échapper et ont été visés à bout portant.

D'autres témoins signalent que la mort des policiers s'est produite au cours d'une bataille au corps à corps avec les soldats de l'armée qui étaient venus les aider. Un soldat a enlevé son arme à un policier et a fait feu sur lui et il a ensuite été criblé de balles.

Les policiers portaient des fusils AKM et s'en sont servis.

L'inquiétude des habitants se concentre sur les disparus qui seraient plusieurs dizaines.

=====

6-. Mise à jour : Dimanche 7 juin, 13 heures ici (6 h au Pérou)

=====

Inquiétude pour les Amérindiens arrêtés

Shapion Nomingo dirigeant amérindien a révélé que plus de 150 habitants sont détenus dans la caserne militaire "El Milagro" de Bagua (Amazonas) et que vingt autres ont été conduits à la ville de Chiclayo et a déclaré que le gouvernement est entièrement responsable de ce qui pourrait arriver à propos de leur vie.

Dans une conférence de presse donnée dans le local de l'AIDSESEP (Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne), Nomingo a informé que les forces de l'ordre maintiennent les prisonniers à genou et menacent de les tuer. "Nous rendons responsable le gouvernement pour les éventuels crimes de lèse humanité" a-t-il déclaré.

Hommage et veillées aux morts

A Tarapoto, dans le département voisin de San Martín, a été organisée une soirée de solidarité et d'hommage à ceux qui sont morts sous les balles de la police lors de l'opération de déblocage le matin du vendredi 5 juin. La population s'est rassemblée sur la plaza de Armas à partir 19h jusqu'à minuit. Banderoles et bougies ont exprimé la protestation devant les actes commis par le gouvernement et son refus de revenir sur les décrets, jugés pourtant inconstitutionnels, qui visent à spolier la terre et les ressources naturelles de la zone amazonienne.

« Deux manières de voir le monde »

La directrice du Centre d'Amazonien d'Anthropologie et d'Application Pratique (CAAP), Ada Chuecas, a dénoncé la manière dont l'Etat continue de maintenir les populations originaires dans la discrimination et que c'est cette attitude qui le rend aveugle devant les demandes de ces habitants.

Ada Chuecas a rappelé que au siècle dernier, les amazoniens ont été l'objet de massacres et de tortures à cause de la vision occidentale et citadine du développement en se référant à la "fièvre du caoutchouc" qui s'est produite aux débuts du XXème siècle, quand des aventuriers et des hommes d'affaires ont détruits les communautés de la forêt pour exploiter le caoutchouc qui se trouvait sur leurs territoires. Pour la représentante du CAAP, le conflit entre la Forêt et les gouvernements ont lieu "parce qu'il y a deux manières de voir le monde, de voir le développement et la manière dans laquelle la vie des peuples amazoniens est comprises par les gouvernants."

Faire taire les témoins ?

Les radios locales et les informations qu'elles diffusent sont apparemment les cibles du gouvernement et de sa police. Déjà, le 5 juin, radio La Voz de Bagua a vu son signal coupé. C'est maintenant Radio Oriente de Yurimaguas qui doit faire face à des menaces policières de fermeture.

La militarisation de la zone : déploiement de l'armée, couvre-feu, multiplication des patrouilles mixtes police-armée... rendent de plus en plus problématiques l'information sur ce qu'il se passe et notamment le recoupement concernant les disparus (morts, prisonniers...).

La rhétorique du gouvernement

Face à la montée des protestations et dénonciations, le gouvernement péruvien fait monter les enchères.

Pour, les policiers ont été agressés, les morts sont surtout de ce côté là, et l'action des populations amazoniennes depuis plusieurs semaines. « C'est une agression minutieusement préparée contre le Pérou, une conspiration qui a interrompu la production et le transport du pétrole et l'acheminement du gaz vers les villes de la côte et pour laquelle il a été dit qu'il s'agissait d'une insurrection et d'un soulèvement ces dernières semaines », déclare un communiqué de la présidence.

La lutte des amérindiens serait une manipulation de politiciens utilisant « des formules extrémistes » pour satisfaire leurs « appétits électoraux ».

Le gouvernement a toujours voulu dialoguer avec les représentants des amazoniens mais ceux-ci n'ont jamais pu démontrer en quoi les décrets qu'ils refusent porteraient atteinte aux populations de la région.

Le communiqué se conclut ainsi : « Je suis sûr que la population de l'ensemble du Pérou qui dans son immense majorité sait que le pays doit poursuivre sa voie vers le développement, l'emploi et l'investissement, soutiendra les actions contre l'agression subversive et le terrorisme »

Par ailleurs le gouvernement a décrété un jour de deuil national pour les policiers tués au cours des opérations ce dimanche 7 juin.

L'action policière continue

D'après radio La Voz et répercuté par le site de la CNR (coordination des radios), les policiers auraient emmené des blessés soignés dans deux hôpitaux sans qu'il soit possible de savoir où.

Journée de mobilisation le 11 juin

Après une première manifestation vendredi soir dans les rues de Lima, de Arequipa, et d'autres villes, les différents secteurs sociaux, associatifs, politiques se mobilisent.

Comme l'avait déjà annoncé l' AIDSESEP et son porte-parole Alberto Pizango (en fuite et recherché par la police), un ensemble d'organisations sociales et politiques dont la CGTP ont annoncé que le 11 juin serait une journée de mobilisation générale dans le pays pour exiger l'abrogation des décrets pris par le gouvernement.

De leur côté, des associations de la société civiles se mobilisent également et demande au gouvernement de cesser ses actions dans la zone en conflit. Elles rappellent que le gouvernement est responsable car ce sont les députés apristes (parti gouvernemental) qui ont repoussé une nouvelle fois l'examen de la demande d'abrogation du décret contesté et dont la constitutionnalité a été reconnue par Commission constitutionnelle du congrès.

Enfin, les appels au Pérou et en dehors se multiplient contre l'action du gouvernement péruvien

<http://www3.minkandina.org/Noticias/Peru/117.html>

Solidarité internationale

De leur côté, les anarchistes péruviens de l' Unión Socialista Libertaria appellent à la **solidarité internationale** « avec les peuples originaires et amazoniens du Pérou dans leur lutte en défense de leurs terres et culture ancestrale. Celle-ci est atteinte et menacée par le gouvernement péruvien en alliance avec l'impérialisme, les multinationales et la droite (principalement l'APRA, l'Union nationales et le fujimorisme), à travers des décrets législatifs inconstitutionnels et violateurs, dans le cadre de la signature du Traité de Libre Commerce avec les Etats-Unis. ».

Ils appellent leurs camarades a cosigner cet appel et à le relayer dans tous les espaces de diffusion possible « listes e-mail, journaux, revues, bulletins, communiqués, affiches, forum, action publiques, culturelles, politiques, etc...[...] Pour cela nous appelons les camarades libertaires à organiser, en relation avec d'autres secteurs proches et en lutte, des mobilisations et des rassemblements devant les ambassades du Pérou dans chaque pays, pour dénoncer les actions de l'Etat et des multinationales dans notre pays.

Nous en appelons à la solidarité qui nous caractérise comme révolutionnaires libertaires pour faire cause commune, pour nos frères amérindiens et pour leur faire savoir qu'ils ne sont pas seuls, que leurs luttes sont les nôtres, jusqu'à parvenir à la véritable société de pleine liberté, autonomie, progrès humain, sans exploités ni exploités ».

Premiers signataires : Unión Socialista Libertaria (Lima - Perú), Red Libertaria Popular Mateo Kramer (Colombia), Journal Barrikada (Uruguay), Convergencia Anarquista Específica (Chile), Corriente Acción Libertaria (Chile)...

Texte entier de cet appel ici (en castillan) :

http://uslperu.blogspot.com/2009_06_01_archive.html#6802060356843593878

====

Autres sources d'information indépendantes de l'oligarchie :

Red Autónoma de Comunicación - Ucayal

<http://www.reducajali.blogspot.com/>

AIDSESEP

<http://www.aidesep.org.pe/>

Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas – CAOI

<http://www3.minkandina.org/>

Coordinadora Nacional de Radio

<http://www.cnr.org.pe/>

=====
7-. Mise à jour : Dimanche 7 juin, 20 heures ici (13 h au Pérou)
=====

La campagne d'intoxication du gouvernement et des médias proche de lui

- a) Les policiers sont intervenus pour débloquer une route dont la coupure représentait un dommage pour l'économie du pays. Cette intervention a été réalisée selon les règles et ce sont les policiers qui ont été attaqués. Le plus important a été réalisé : la reprise du trafic routier.
- b) Cela fait deux semaines que les amérindiens ont obtenus des armes et ont préparé leur coup.
- c) Des agents vénézuéliens, boliviens, colombiens, équatoriens ont infiltrés la zone et ont poussé les habitants à se soulever contre le gouvernement.
- d) Les leaders des organisations indiennes sont responsables des violences, à commencer par le président de la Aidesep, Alberto Pizango. Les ministres de la Justice et de l'Intérieur répètent en boucle que tous les responsables seront poursuivis et pas seulement lui.
- e) Alberto Pizango aurait été vu traverser la frontière avec la Bolivie, preuve l'implication de ce pays dans les violences.

Vers une grève générale

Dimanche 7 juin a été créé le Front de Défense de la Vie et de la Souveraineté Nationale à l'initiative des principales organisations syndicales et politique du pays.

Ces organisations appellent à une grève générale si d'ici le 11 juin, jour de mobilisation et de solidarité avec les populations amazoniennes, le gouvernement n'a pas retiré les décrets refusés par les amérindiens, décrets qui s'appellent maintenant "décrets de la mort".

Le Front demande l'arrêt des poursuites contre le président de la Aidesep, Alberto Pizango. Il demande la démission du gouvernement car celui-ci ne cesse « de jeter de l'huile sur le feu » en poursuivant « l'escalade de la violence » et qu'il a perdu toute légitimité car il a « les mains tâchées de sang ».

Les membres du Front de Défense de la Vie et de la Souveraineté Nationale sont : la Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana (Aidesep), la Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas (CAOI), le Confederación General de Trabajadores del Perú (CGTP) la Central Unitaria de Trabajadores (CUT), la Confederación Nacional Agraria (CNA), la Confederación Campesina del Perú (CCP), la Coordinadora Política Social (CPS) et divers fronts régionaux de défense.

Soldats déserteurs

Information qui n'a, a priori, rien à voir avec les événements de la région amazonienne puisque ce la se passe dans une toute autre région, plus au sud.

Un total de 22 soldats ont déserté du service militaire obligatoire de la base de contre-insurrection de Calliramay, à Huanta, province d'Ayacucho et ont porté plainte au commissariat de Cobrisa pour abus et mauvais traitements physiques et psychologiques.

Les soldats, tous originaires de la ville de Pucallpa, se sont évadés en cachette de la base avec leur affaires mais pas leurs armes.

Il semble toutefois qu'ils auraient abandonné deux caisses de cartouches de dynamite dans le canal situé au nord-ouest de la ville.

=====

Action ici.

La date **du jeudi 11 juin prochain** semble être une échéance cruciale pour les mouvements amérindiens et sociaux du Pérou contre le gouvernement sanguinaire d'Alan Garcia et les multinationales qui veulent faire main basse sur les territoires de la zone amazonienne du pays.

Il doit être possible d'ici là de **mobiliser devant les ambassades (Paris) et les consulats** de Bordeaux, Le Havre, Marseille, Nice et Toulouse comme cela est demandé tant par les organisations des amérindiens du Pérou, les organisations sociales et syndicales qui les soutiennent que par nos camarades de *l'Union Socialiste Libertaire*

Evidemment, rien n'empêche d'agir avant car dans ce type de situation, chaque action, chaque jour compte.

A organiser bien sûr localement.

=====

Source : <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article576>

=====

=====

8-. Mise à jour : Lundi 8 juin - minuit ici (17 h au Pérou)

=====

Les Amérindiens toujours sur le pied de guerre

Route bloquée

Depuis dimanche midi, environ 4 000 personnes, réparties sur près de 2 kilomètres, continuent de bloquer une route proche de la localité de Yurimaguas. Les communautés de la Haute Amazonie demandent le départ de Alan García pour les tueries du vendredi 5 juin. Les dirigeants indiens des ethnies shawis, chayawitas, candoshi, cocama-cocamilla et shibilos, qui bloquent la route Tarapoto-Yurimaguas, province de Alto Amazonas, ont annoncé que leurs actions de protestation se poursuivront jusqu'à l'abrogation des décrets-lois qui attentent aux droits des peuples originaires.

Le représentant du peuple shawi, Luis Huansi Pizango, qui est un parent du leader de la Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana (Aidesep), ainsi que Armin Yahuarcani, dirigeant de la communauté de Apahuante, ont déclaré que les amérindiens soutenaient le travail effectué par Alberto Pizango et ont manifesté leur solidarité avec lui devant l'ordre de capture qui le frappe. « Le gouvernement cherche à l'accuser de la tuerie pour éluder sa responsabilité. Nous, nous restons déterminés ici, jusqu'à l'abrogation des décrets. Nos peuples ne vont pas tomber dans la provocation. »

A proximité de là, se tiennent des petits tanks de la police. Les amérindiens surveillent les alentours de peur d'être surpris par une arrivée massive de renforts de l'armée par voie fluviale (depuis Iquitos) ou terrestre.

Plusieurs personnalités locales (député) et représentants de l'Etat (le chef de la police de Yurimaguas) ont demandé aux manifestants de débloquer la route pour éviter toute effusion de sang mais jusqu'à présent sans convaincre : le blocage continue.

Aéroport et société pétrolière occupés

Pendant ce temps, des amérindiens de l'ethnie Ashaninkas, au nombre de 1500 environ, ont pris l'aéroport de Trompeteros, province voisine de Daten del Marañón, région de Loreto dans la partie nord-orientale du Pérou. Les manifestants exigent les mêmes revendications que les amérindiens de Bagua, l'abrogation des décrets-lois qui portent atteinte à leurs territoires. Les manifestants ont été délogés des pistes mais pas du terminal.

Les manifestants ont aussi affirmé qu'ils avaient pris le contrôle de la parcelle n°8 dans la zone forestière, dont la concession est au bénéfice de la société argentine PlusPetrol

Les autorités ont donné jusqu'à 16 h (heure locale) pour que les manifestants évacuent l'aéroport, faute de quoi ils emploieront la force

Mobilisation régionale dans la province de Loreto le 11 juin prochain

Une grève régionale de 24 heures en soutien à la lutte des amérindiens et contre la barbarie du gouvernement sera organisée à l'appel du Front patriotique de Loreto jeudi 11 juin prochain. Cette décision a été prise lors d'une réunion de 130 délégués de diverses organisations qui se sont retrouvés lors d'une assemblée samedi dernier.

En même temps, une grande mobilisation se déroulera dans les principales rues d'Iquitos jeudi après-midi.

La région de Loreto est la plus grande de la zone amazonienne et septentrionale du Pérou et la moins densément peuplée. Iquitos, la capitale provinciale, accessible que par air et par voie fluviale, est une ville d'environ 400 000 habitants.

11 juin - Autres régions

- A Cuzco, d'autres mobilisations sont en préparation, où un rassemblement a déjà eu lieu ce lundi matin.

- Dans la province centrale de Junín, le présidente du Comité de Défense des Terres et Forêts de Villa Rica, Doris Espinoza, a appelé la population à participer à la journée de mobilisation générale du 11 juin.

- A Arequipa, la grande ville du sud du pays, une assemblée des organisations sociales, syndicales, politiques... est organisée ce soir pour définir les moyens de lutte au niveau régional.

Les provinces de Bagua et Uctubamba sous état d'urgence

Couvre-feu dans les deux provinces de Bagua et Uctubamba, région de Amazonas, est de fait devenue une zone occupée militairement. La police et l'armée multiplient les patrouilles. Le couvre-feu est total de 15 h à 6 heures du matin : de nombreuses personnes sont ainsi arrêtés dans l'après-midi et relâchées le lendemain. Les déplacements de la population à l'intérieur de la zone sont rendus pratiquement impossibles et les habitants doivent demander des sauf-conduits.

Malgré ce déploiement de forces de l'ordre et la violence des affrontements de ces derniers jours, la situation reste conflictuelle. Le directeur de radio Oriente, Geovani Acate, a ainsi informé que les blocus sur la route Fernando Belaúnde (celle où s'est produit la violente intervention policière du vendredi 5 juin) se poursuivent aux kilomètres 34 et 17 où il y a des piquets et des rondes paysannes. Le point de blocage le plus important se situerait au kilomètre 4,5.

Le père d'un des policiers tués au cours des affrontements accuse le gouvernement.

Héctor Núñez Callisaga, père d'un sous-officier de la police décédé lors des affrontements de vendredi a rendu responsable le gouvernement d'avoir envoyé les policiers dans une "boucherie" après qu'il ait tardé à négocier avec les populations amérindiennes de la région. Dans le cimetière municipal de la petite ville de Ilo, il a déclaré ne pas comprendre que le gouvernement prenne tant de retard pour prendre en compte les demandes des habitants originaires de l'Amazonie. « S'ils ont eu le temps de négocier, pourquoi ont-ils attendu qu'il y ait des morts ? » Il en veut aux politiciens qui ont envoyé mon fils et ses collègues à la mort et que son fils a été sacrifié en faisant son devoir.

Lors des funérailles d'autres policiers, des familles et proches se sont aussi exprimés contre la décision d'envoyer les effectifs débloquer la route.

Bilan des affrontements

Pertes côté police : 24 morts

Le cadavre d'un policier disparu a été retrouvé, ce qui porte à 24 les pertes dans les rangs des forces de répression (le 23^{ème} était un blessé qui a succombé).

Côté amérindien, le chiffre officiel serait maintenant de 11 tués (jusqu'à dimanche soir, le chiffre était de 3). Ce chiffre correspond en fait au nombre de cadavres répertoriés et vérifiés par la Defensoría del Pueblo.

Pour d'autres sources, le chiffre se situerait autour de 30 voire 40 car de nombreux corps ont été enlevés par les forces de l'ordre.

Il semble confirmé que des corps d'amérindiens tués par la police ont été précipités dans la rivière. Selon Radio Capital qui rapporte cette information, le procureur provincial de Bagua, Salatiel Vásquez, aurait confirmé la découverte de plusieurs cadavres dans la zone de El Reposo, confirmant ce que n'ont pas cessé de dénoncer de nombreux témoins dont le curé de Bagua Grande, Casinaldo Ramos. Cette information a été démentie juste après par la défenseuse du peuple, Beatriz Merino.

Blessés : le chiffre officiel s'élève maintenant à 155.

Détenus : officiellement ils seraient au nombre de 72.

Solidarité internationale

Amérindiens

Colombie

La Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) a appelé à un rassemblement devant l'ambassade du Pérou à Bogotá

Bolivie

La Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB) a exprimé sa solidarité avec ses frères du Pérou. Regretant de ne pouvoir être présent avec eux « pour les renforcer »; elle réaffirme son appui et sa solidarité avec ses frères en disant que ce qui se passe au Pérou est équivalent à la situation bolivienne il y a « quatre ou cinq ans : la mort pour le peuple, la mort pour ceux qui parlent contre le gouvernement »

Les Kichwa d'Equateur et les Mapuches du Chili ont manifesté leur solidarité avec leurs frères de Bagua et appellent à une mobilisation continentale pour que le président Alan García soit poursuivi pénalement par la justice internationale

pour sa politique attentatoire aux droits des peuples originaires et les actes de répression criminelle dont il est responsable.

Bain de sang au Pérou : Survival International demande le retrait des compagnies pétrolières

Communiqué.

Le 8 juin 2009. Survival International a appelé aujourd'hui les compagnies pétrolières opérant en Amazonie péruvienne à suspendre leurs activités alors que le pays est entré dans la pire des violences politiques depuis l'insurrection du Sentier Lumineux dans les années 1980.

Sont concernées, entre autres, les compagnies [Perenco](#) (franco-britannique, dirigée par François Perrodo), PlusPetrol (argentine), Petrolifera (canadienne), Repsol (espagnole), Petrobras (brésilienne).

Les violents affrontements qui ont eu lieu vendredi dernier entre les Indiens bloquant des routes et des rivières et des unités militaires et policières tentant de briser les manifestations, ont fait une douzaine de morts parmi les Indiens et au moins 23 parmi les forces policières.

Les Indiens manifestent depuis deux mois contre une série de lois qui ouvrent leurs forêts communautaires aux compagnies d'exploitation pétrolière et gazière. Ces dernières années, plus de 70 % de l'Amazonie a été divisée en concessions de prospection pétrolière et gazière et la récente découverte de plusieurs gisements importants menacent de détruire la plus grande partie des forêts vierges où vivent les Indiens. Des projets similaires ont déjà eu un effet dévastateur en Equateur et ont entraîné une pollution chronique et de graves conséquences sanitaires sur les Indiens qui vivent dans les régions exploitées.

Les manifestations indiennes ont été traitées avec mépris par le gouvernement : le président Garcia n'a prêté aucune attention aux tentatives des membres du Congrès de remettre en question les lois qui sont au cœur du conflit, traitant les manifestations de "conspiration" et leurs auteurs d'"ignorants". Avant d'entrer en clandestinité, le leader indien Alberto Pizango a déclaré : "Nous ressentons amèrement que le gouvernement nous a toujours traités comme des citoyens de seconde zone."

Stephen Corry, directeur de Survival International, a déclaré aujourd'hui : "Les Indiens péruviens sont contraints de prendre des mesures désespérées pour tenter de sauver les terres qui leur ont été spoliées depuis cinq siècles.

"Ces mouvements de protestation sont le signe que l'ère coloniale est définitivement révolue. Les Indiens amazoniens ne se laisseront plus traiter avec la brutalité et l'injustice qui ont inlassablement régné jusqu'à présent. Cette époque est terminée. C'est le Tiananmen de l'Amazonie et s'il se termine de la même façon, cela entachera définitivement la réputation du Pérou.

"Les compagnies pétrolières opérant au Pérou devraient suspendre toutes leurs activités tant que le calme ne sera pas restauré et que les droits territoriaux des Indiens ne seront pas respectés et garantis – c'est alors seulement qu'ils pourront négocier équitablement."

=====

Images d'une rébellion (mai 2009) : Occupation d'une station pétrolière, toute bloquée et déjà des blessés.

<http://www.flickr.com/photos/diogenesampam/sets/72157618828518022/show/>

Images d'une sanglante répression (5 juin 2009)

<http://www.flickr.com/photos/34173573@N08/sets/72157619302465028/show/>

=====

9-. Mise à jour : Jeudi 11 juin - 11 heures ici (4 h du matin au Pérou)

=====

Suspension du décret-loi 1090, le gouvernement fait un pas côté.

Suspension temporaire du décret-loi 1090.

C'est ce qu'a laissé entendre le ministre du Commerce Extérieur, Mercedes Aráoz dans la soirée du mardi 9 juin en réponse à divers demandes de parlementaires.

Peu avant, les présidents de plusieurs régions amazoniennes avaient remis une demande d'inconstitutionnalité des 9 décrets préjudiciables aux intérêts des communautés amérindiennes. Cette demande, appuyée par la signature de cent mille personnes, a été remise à la commission électorale nationale pour qu'elle vérifie la conformité et le nombre des signatures recueillies.

Les présidents de 5 régions (Loreto, San Martín, Ucayali, Madre de Dios et Cuzco) vont par ailleurs présenter aujourd'hui mercredi devant le congrès une proposition législative pour que l'assemblée laisse sans application les décrets en question jusqu'à ce que le Tribunal constitutionnel émette sa décision.

La suspension pour une durée de 90 jours du décret 1090 a été finalement débattue et votée majoritairement au Parlement ce mercredi 10 juin.

Elle apparaît comme une mesure politicienne qui permet au gouvernement de reprendre un peu la main en élargissant sa base parlementaire à deux autres partis de droite (l'UNI et les fujimoristes) et de "faire un geste" comme on dit dans ce cas là, car le décret n'est pas abrogé comme l'exigent les mouvements amazoniens, mais aussi les organisations internationales de défense des droits humains et les mouvement amérindiens de l'ensemble du continent.

Le gouvernement, qui continue à dire que les policiers morts dans les affrontements ont été agressés, que les amérindiens obéissent à des intérêts "étrangers" à ceux du Pérou, semble donc faire un petit pas de côté, sans doute pour ne pas avoir à reculer, d'autant qu'une de ses ministres a donné sa démission suite aux événements de Bagua et que des photos sont maintenant publiées partout montrant des policiers tirer sur les manifestant avec des armes à feu (AK47) et non seulement avec des lacrymogènes comme il continue de le soutenir.

Et d'ailleurs, il apparaît que la plupart des policiers tués l'auraient été avec leurs propres armes, soit dans la confusion des combats et de possibles balles perdues, soit suite à leur désarmement par des amérindiens particulièrement déterminés et qui ont fait face à l'attaque subie.

Alberto Pizango réfugié à l'ambassade du Nicaragua

Alors que plusieurs ministres avaient dénoncés la "fuite" d'Alberto Pizango, l'avaient traité de "lâche", avaient déclaré que des témoins l'avaient vu passer la frontière en compagnie de membres de l'opposition nationaliste, l'Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (Aidese), lors d'une conférence de presse déclarait qu'il était à Lima.

On apprenait un peu plus tard, qu'il avait trouvé refuge dans les locaux de l'ambassade du Nicaragua à Lima et qu'il y demandait l'asile politique. Asile qui lui fut accordé rapidement par une déclaration de l'ambassadeur Tomás Borge déclarant que le leader amazonien "a toutes les caractéristiques d'un persécuté politique".

Des journalistes qui se trouvaient devant l'édifice ont été agressés par des manifestants hostiles à la décision de gouvernement nicaraguayen. Les manifestants parlaient d'un rassemblement "spontané" mais les trois bus qui les attendaient garés à proximité ne laissaient aucun doute sur la "spontanéité" de cette manifestation.

Mobilisation internationale

Des rassemblements devant les ambassades du Pérou sont appelés dans de nombreux pays : Italie, Belgique, Espagne, Pays-Bas... le jeudi 11 juin. Dans ce pays, le groupe "Tierra y Libertad" a organisé une première manifestation mardi matin devant l'ambassade de La Haye. Une banderole disait "Land for People, Not for Multinationals ».

En Belgique, à Bruxelles, Plantón à 13 h, ambassade du Pérou, Avenue de Tervueren 179 - 1150 Bruxelles - Metro Montgomery

En France, Plantón à 10 h, ambassade, 50 Avenue Kléber (Pré-rassemblement à 9h45 à la sortie du métro Kleber).
<http://www.franceamericainelatin.org/index.php?edito=all>

Avant la journée de mobilisation du 11 juin

Iquitos : Déploiement de l'armée

Les autorités ont fait savoir que l'armée sera déployée dans les rues de Iquitos, la grande ville de la plaine amazonienne du nord-est du pays à partir de minuit.

Cette mesure a été immédiatement analysée comme une provocation par les organisations telles que le Comité de Lutte des Peuples Indiens de Loreto qui appellent à une « grève régionale pour la paix et la dignité amazonienne » en relation avec la mobilisation nationale

Yurimaguas : Les amérindiens toujours à la pointe de la mobilisation.

Les habitants de la région qui occupent la route entre Yurmaguas et Tarapoto ont accepté hier de la débloquer pendant deux fois deux heures pour permettre le passage de camions qui transportent des aliments. Cette décision a fait baisser un peu la tension mais la situation continue d'être explosive.

D'après l'agence Servindi, plus de 4000 amérindiens des ethnies Shawi, Chayawita, Cocama-Cocamilla et Shibilos vont arriver dans la matinée dans la ville de Yurimaguas, région de Loreto. Ces manifestants viennent en bateaux depuis leurs lointaines communautés situées sur les bords de la rivière Huallaga, dans la province du Alto Amazonas. Ils vont venir grossir les rangs les populations déjà mobilisées dans les environs immédiats de Yurimaguas.

A suivre

=====
Annexes
=====

Déclaration internationale libertaire

Solidarité avec la lutte des peuples de l'Amazonie du Pérou !

*Le communiqué suivant est une initiative de **solidarité libertaire internationale** avec les peuples originaires et amazoniens du Pérou dans leur lutte en défense de leurs terres et culture ancestrale. Celle-ci est atteinte et menacée par le gouvernement péruvien en alliance avec l'impérialisme, les multinationales et la droite (principalement l'APRA, l'Union nationale et le fujimorisme), à travers des décrets législatifs inconstitutionnels et violateurs, dans le cadre de la signature du Traité de Libre Commerce avec les États-Unis. ».*

*Nous, Unión Socialista Libertaria, exhortons les organisations anarchistes, libertaires et proches du monde entier à signer ce document, à le faire vôtre et à **diffuser son contenu à travers vos espace virtuels, listes e-mail, journaux, revues, bulletins, communiqués, peintures murales, forums, actions publiques, culturelles, politiques, etc...** avec l'objectif d'établir une claire position libertaire et militante sur ce qui se passe au Pérou*

Pour cela nous appelons les camarades libertaires à organiser, en relation avec d'autres secteurs proches et en lutte, des mobilisations et des rassemblements devant les ambassades du Pérou dans chaque pays, pour dénoncer les actions de l'Etat et des multinationales dans notre pays.

Nous en appelons à la vocation solidaire qui nous caractérise comme révolutionnaires libertaires pour faire cause commune, pour nos frères amérindiens et pour leur faire savoir qu'ils ne sont pas seuls, que leurs luttes sont les nôtres, jusqu'à parvenir à la véritable société de pleine liberté, autonomie, progrès humain, sans exploités ni exploités

USL (Limá – Pérou)

Déclaration internationale libertaire

Solidarité avec la lutte des peuples de l'Amazonie du Pérou !

Les communautés amazoniennes et originaires de la forêt péruvienne (en particulier à Loreto, San Martín, Amazonas, Ucayali, Huánuco, Cuzco et Madre de Dios) font de nouveau sonner leurs tambours de lutte et de résistance contre les assauts du modèle économique néo-libéral préconisé par le gouvernement péruvien (avec le parti apriste à sa tête) et comme un moyen de force lancent l'appel à la rébellion populaire après la grève générale illimitée massivement suivie depuis le 9 avril de cette année. Ces communautés sont depuis plus de 50 jours engagées dans une lutte qui ne manquera pas de représenter un clair exemple de courage, d'héroïsme et d'organisation.

Ce processus intense de la lutte indigène et amazonienne a commencé après que l'État péruvien, en contradiction avec ses propres traités internationaux, ait violé systématiquement la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui prévoit une consultation préalable des peuples amérindiens ou originaires avant toute intervention dans leurs territoires par des instances étrangères à leurs propres communautés.

Cela signifie que le gouvernement apriste a lancé (ou plutôt, a relancé) une nouvelle phase de pillage et de vente au plus offrant auprès des multinationales des terres qui, de par la tradition et l'histoire, appartiennent à chaque communauté (Awajun-Wampis, Quechua, Arabela, Huaronis, Pananujuris, Achuar, Murunahus ou Chitonahuas, Cacataibo, Matsés, Candoshis, Shawis, Cocama-Cocamilla, Machiguenga, Yines, Ashaninkas, Yanasha et autres, y compris les "sans contact" ou isolés) qui affirment leur droit à l'existence et à la résistance.

Le rôle de l'État péruvien

La loi 20653, connue sous le nom de la Loi générale des communautés autochtones, prise par le gouvernement de Velasco Alvarado le 24 juin 1974, reconnaît "l'existence légale et la personnalité juridique des peuples autochtones d'Amazonie et leurs territoires, en les déclarant inaliénables, insaisissables et imprescriptibles", loi confirmée dans la Constitution de 1979, puis rayée d'un trait de plume par la Constitution de Fujimori de 1993 (qui a marqué le début de la dictature civico-militaire de l'actuellement condamné Alberto Fujimori) ouvrant la voie à la dépossession et au pillage par les gouvernements successifs et ouvrant la voie à l'Accord de libre-échange (ALE) qui, avec les décrets-lois de l'actuel gouvernement apriste, ont acquis force de loi

Nous ne pouvons oublier le fait que, depuis la Constitution de Fujimori de 93 elle-même, la voie a été ouverte à la

spoliation des ressources mentionnées ci-dessus. Il est donc évident qu'a été commencé l'étranglement et l'isolement des communautés, pendant que la cupidité des multinationales parvenait à obtenir l'établissement de concessions en faveur d'entreprises pétrolières, gazières, minières, du tourisme et de l'exploitation forestière dans les régions qui ont traditionnellement appartenu aux populations qui y sont installés.

C'est ce qui a ouvert la voie à des règlements dans lesquels l'Etat lui-même, en esquivant les instances législatives (la Parlement), par le biais de divers décrets-lois, déclare les territoires des peuples autochtones: "négociables en fonction de l'économie de marché".

Une fois de plus, l'Etat péruvien a fait la preuve de son caractère d'instrument de domination et d'exploitation pour les classes dominantes de notre pays qui continuent d'exproprier non seulement les droits politiques mais aussi les ressources propres à nos populations amérindiennes (peuples originaires) qui aujourd'hui se sont soulevées dans une rébellion contre le pouvoir oppresseur.

En tant que communistes libertaires, nous déclarons que le droit à la libre autodétermination des communautés originaires est un véritable exercice du pouvoir populaire, car ils se fonde sur des principes communautaires, sur l'usage collectif des ressources naturelles, et dans les méthodes communautaires de travail et de répartition des bénéfices, qui depuis des lustres se sont conservés dans la région amazonienne, où se trouvent 31 des 114 zones de vie et des écosystèmes dans le monde, 95% des forêts du pays et un important potentiel pour l'eau ou l'énergie hydroélectrique.

Les peuples de Abya Yala sur le pied de guerre

Dans le cadre de la grève générale amérindienne, s'est déroulée une importante réunion des communautés andines dans la région sud du Pérou, en particulier à Puno. Cette rencontre a été "la IVème Rencontre continentale des peuples et nationalités indiennes de l'Abya Yala" qui s'est terminée le dimanche 31 mai dernier par l'engagement unanime de respecter la terre-mère et les ressources naturelles pour le bénéfice de l'homme et le rejet catégorique de la privatisation de l'eau, de la présence de sociétés multinationales et du modèle économique néolibéral.

Tous ces principes sont inclus dans la Déclaration de Mama Quta Titicaca (lac Titicaca situé entre le Pérou et la Bolivie), qui a également décidé de mobiliser les organisations sociales et autochtones au mois de juin en défense des peuples de l'Amazonie et d'organiser des manifestations ou des rassemblements devant les ambassades du Pérou dans chaque pays.

Il est important, également, de souligner le caractère de ce Sommet amérindien qui porte en son essence le germe de l'auto-organisation, que nous-mêmes, militants libertaires, défendons car dans ses recommandations finales il est mis en avant "la construction de peuples plurinationaux communautaires, qui se fondent sur l'autogouvernement et la libre détermination de tous les peuples."

De même, il faut dénoncer le rôle rempli par les médias officiels qui s'occupent de désinformer, de mentir et d'occulter les mesures justes qui ont été massivement suivies dans la forêt péruvienne, en collusion avec le gouvernement néolibéral actuel avec à sa tête Alan García, le Vice-président et amiral en retraite Luis Giampietri, responsable des massacres dans les prisons au cours du premier gouvernement apriste des années 80, le Premier ministre, Yehuda Simon, ancien dirigeant de gauche, qui a même été emprisonné pour ses idées et qui est maintenant un gardien fidèle de la réaction apriste.

On voit clairement que pour la bourgeoisie qui contrôle l'État sous les ordres de l'impérialisme, la voie vers la dépossession des communautés est également un plan visant à détruire leur propre type d'organisation sociale et les rapports qui les lient à leurs territoires. Cette relation dans son essence s'oppose aux critères occidentaux de la propriété privée et pour cela constitue un frein à l'avidité du capital transnational qui cherchent à pénétrer ces régions, en s'emparant en partenariat avec l'État et en les transformant en fiefs propres à assurer la prospérité et la domination des exploités.

Le président Alan García ment "subtilement" quand il dit que sur les 63 millions d'hectares de la forêt péruvienne, seulement 12 millions appartiennent aux communautés amazoniennes, alors qu'en fait, elles en couvrent plus de 25 millions, comme l'a affirmé le chef de file et principal représentant des communautés en lutte, Alberto Pizango, qui est poursuivi pour "atteinte à la sécurité commune et perturbation des services publics", de concert avec les dirigeants autochtones Marcial Mudarra, les frères Saul et Servando Puerta, Daniel Marzano et Teresita Antazu. Pizango est par ailleurs déjà poursuivi pour "rébellion, sédition et autres" par le procureur pénal provincial de Lima et fait l'objet d'une troisième plainte devant le second procureur provincial pénal de Utcubamba (Amazonas), pour "trouble à l'ordre public sous la forme d'émeutes".

Il est clair que l'ensemble de ce processus de poursuites et de persécutions politiques et judiciaires fait partie des efforts de l'État pour criminaliser les protestations populaires et de réprimer les justes demandes sociales, en présentant les

frères et les sœurs amérindiens au public comme des “simples vandales ou des sauvages ignorant du progrès que signifie la mondialisation”.

Pour notre part, en tant que libertaires, nous entendons que la lutte des peuples autochtones de l'Amazonie et des Andes, dans la défense de leurs territoires, de leurs organisations et de leurs cultures, s'inscrit dans un programme minimum qu'implique la conquête des revendications des peuples opprimés par l'Etat, le capitalisme et l'impérialisme.

Cette plate-forme doit être basée sur l'utilisation de l'action directe pour exiger l'expulsion des multinationales de leurs territoires. Cela en défense de l'intégrité et de la durabilité de l'habitat et de l'écosystème de la région qui, il faut le rappeler, est l'un des "poumons" de la planète, pour un développement soutenable et l'exploitation planifiée de la faune et la flore sur la base de critères établis par les communautés. Et également, pour l'auto-défense active de leurs territoires et leur récupération.

Nous croyons que la véritable solidarité active avec les luttes amazoniennes et indiennes passent par l'approfondissement de la protestation populaire (agitation, propagande, grèves, arrêts de travail, actions directes, etc.) et en incorporant dans toute plate-forme de lutte celle des peuples originaires aujourd'hui.

Soutenir la juste protestation des peuples originaires de l'Amazonie

Bien que comme libertaires nous n'ayons rien à espérer et attendre de l'Etat (mais sa destruction), nous comprenons la lutte des peuples autochtones comme la partie immédiate d'un projet de plus grande envergure pour la libération des exploités, et en ce sens elle s'insère dans une stratégie plus large ou un projet global de révolution sociale.

En ce sens, nous devons appuyer les revendications qui, dans l'immédiat portent en elles l'amélioration de leurs conditions de vie et la maturation de leur organisation sociale, politique et économique pour faire face à l'État et le détruire de l'intérieur, en édifiant ces germes de pouvoir populaire qui feront tomber ce géant aux pieds d'argile qu'est actuellement le capitalisme, mortellement blessé au niveau mondial, par une crise globale dont il ne pourra sortir si nous comprenons bien que cette crise, la bourgeoisie doit la payer et non les travailleurs.

En ce sens, nous soutenons la lutte du peuple amazonien et de ses diverses communautés pour obtenir des solutions immédiates et nous appelons à :

-Abrogation de la loi qui attente et viole les intérêts des communautés originaires et paysannes. C'est-à-dire l'abrogation de la loi n° 29317 ou la nouvelle loi sur les forêts et la faune sylvestre, produit de la modification précipitée et partielle du décret n° 1090 (“Loi de la jungle”) et les décrets législatifs connexes 1089, 1064 et 1020. C'est-à-dire, les 99 décrets imposés aux peuples qui n'ont jamais été consultés.

-Exiger le respect de l'autonomie et de l'autodétermination pour les communautés autochtones et leur participation politique active dans la prise de décision et l'approbation ou non, par le biais des mécanismes de démocratie directe (assemblées populaires, référendums, etc.) des règles légales ou de contrats de concession.

-Exiger des moyens et facilités pour que les communautés et les peuples originaires puissent développer leurs activités productives, de commerce et d'industrialisation, avec la perspective d'un contrôle direct de ces processus par les habitants eux-mêmes en se basant sur des principes d'autonomie et de socialisation.

-Exiger les moyens et les facilités nécessaires à l'ouverture et la promotion de l'éducation et de la culture dans les communautés (par elles et pour elles). Plus d'écoles, plus d'enseignants formés en vue de promouvoir la professionnalisation des étudiants des populations originaires. C'est-à-dire, la construction d'un système éducatif rationnel et de qualité, loin des tendances concurrentielles et voraces qui commandent le marché capitaliste mondial.

-Exiger que les plus grands bénéfices de l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz, pour les peuples originaires, ainsi que la construction d'hôpitaux, de routes et les infrastructures nécessaires, à condition qu'elles soient issues de l'approbation de la population elle-même et que les mécanismes de contrôle et d'administration soient gérés par les communautés elles-mêmes.

-La cessation immédiate de la campagne de criminalisation de la lutte que le gouvernement apriste et la droite péruvienne ont entrepris, la fin du harcèlement des militants sociaux et de la création de constantes psychosociales qui détournent l'attention sociale sur les problèmes réels du pays.

Solidarité internationaliste avec la lutte des peuples de l'Amazonie du Pérou!

Abrogation immédiate des décrets-lois qui portent atteinte à la souveraineté des peuples originaires !

Pour la liberté et la défense de la pensée, de la culture et de l'autodétermination de tous les peuples du monde !

Contre l'autoritarisme de l'Etat, organisation et lutte depuis la base !

A bas l'ALENA et les autres traités capitalistes !
Dehors les multinationales impérialistes et les bases militaires yankee en Amérique latine !
Halte à la criminalisation des luttes et libération immédiate des prisonniers !
Vive les luttes héroïques des peuples amérindiens d'Abya Yala !
Nous sommes tous des Amazoniens !

Vive ceux qui luttent !

Lima, le 5 Juin 2008

Premiers signataires ::

- 1.- Unión Socialista Libertaria (Lima, Perú)
- 2.- Red Libertaria Popular Mateo Kramer (Colombia)
- 3.- Periódico Barrikada (Uruguay)
- 4.- Convergencia Anarquista Específica (Chile)
- 5.- Corriente Acción Libertaria (Chile)
- 6.- Huancayo Rebelde (Huancayo, Perú)
- 7.- Centro de Estudios Sociales Manuel González Prada (Huancayo, Perú)
- 8.- Columna Libertaria Joaquín Penina (Argentina)
- 9.- Organisation Communiste Libertaire (France)
- 10.- Asociación Obrera de Canarias (España)
- 11.- Frente de Estudiantes Libertarios (Chile)
- 12.- Federazione dei Comunisti Anarchici (Italia)
- 13.- Ateneo Autónomo de Contracultura y Estudios "La Libertaria" (Venezuela)
- 14.- Red Libertaria (Argentina)
- 15.- Antorcha Libertaria (Colombia)
- 16.- Revista libertaria Divergences (Belgique)
- 17.- Colectivo de comunicación y agitación popular "Mecha" (Colombia)
- 18.- Colectivo ReXiste Riot Grrrl (Colombia)
- 19.- Estrategia Libertaria (Chile)

Traduction par l'Organisation Communiste Libertaire (OCL) - France

=====

Pour intervenir en solidarité avec les populations de l'Amazonie péruvienne en lutte

Ambassade du Pérou en France (infos reprises de son propre site Internet)

L'Ambassade du Pérou est l'interlocuteur officiel des autorités et des institutions françaises. Elle représente l'Etat péruvien en France, et a pour mission de participer activement au développement des échanges politiques, économiques et culturels entre le Pérou et la France.

Ambassade du Pérou en France

Ambassadeur : Harry Belevan-Mc Bride
50, avenue Kléber - 75016 PARIS
Tél : 01.53.70.42.00 Fax : 01.47.04.32.55
Mail : perou.ambassade@amb-perou.fr
Web : www.amb-perou.fr

Consulat Général du Pérou

Consul Général : José Alberto Carrión Tejada
25, rue de l'Arcade
75008 PARIS
Tél : 01.42.65.25.10
Mail : conperparis@wanadoo.fr

En Province

Bordeaux

Pierre Vallies, Consul honoraire

Juan Vilches, Vice-Consul Honoraire
20-22 rue Saint Rémi - 33000 Bordeaux
Tel : 05 56 52 13 10 - Fax : 08 71 16 33 46
Mail : conperburdeos@wanadoo.fr

Le Havre

M. Philippe Guian, Consul Honoraire
4, Quai Guillaume-Le-Testu – 76600 Le Havre
Tel: 02 35 19 21 00 - Fax: 02 35 21 42 79
Mail : conperlehavre@guian.fr

Marseille

Mme Danièle Prieur, Consul Honoraire
1, Place Félix Baret
13006 Marseille
Tel: 04 91 04 03 86 - Fax: 04 91 54 36 18
Mail : d.prieur@psavocats.com

Monaco

M. Michel Pastor, Consul Honoraire
Europa Résidence
Place des Moulins - Monte Carlo
98000 MONACO
Tel: (00-377)92 16 58 88 - Fax: (00-377)93 25 76 57
Mail : cip@imcn.mc

Nice

M. Philippe Rudolph, Consul Honoraire
23 chemin de la Baronne - 06110 Le Cannet
tel. : 06 07 77 25 00 - fax : 04 93 68 61 70
Mail : philipperudolph@wanadoo.fr

Toulouse

M. Jean Henry Farné, Consul Honoraire
8, avenue Frizac - 31400 Toulouse
Tel: 05 61 14 66 77 - Fax: 05 61 14 66 78
Mail : consul_perou_tlse@yahoo.fr

Multinationales

Rappelons que la politique du gouvernement péruvien d'Alan García est de livrer la plus grande partie du territoire aux intérêts des multinationales, en particuliers les sociétés pétrolières et minières.

Entreprises concernées par le décret-loi permettant de créer des concessions minières et de forage et de livrer ainsi les ressources naturelles aux appétits capitalistes.

La **franco-britannique Perenco**, dirigée par François Perrodo, l'une des plus grandes fortunes de France, très en pointe dans les forages pétroliers dans cette zone du nord du Pérou comme elle est déjà très installée en Equateur.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Perenco>

<http://www.survivalfrance.org/actu/4532>

<http://www.perenco.com/home.html>

Adresse : 25 Rue Dumont D'urville, Paris, 75116, France - Tel : 33 01 53 57 66 00

Il y a aussi la **compagnie canadienne Petrolifera**

<http://www.survivalfrance.org/actu/4554>

<http://www.petrolifera.ca/>

Déjà présente au Pérou, Petrobras, la compagnie brésilienne.

Enfin, signalons aussi une **compagnie argentine PlusPetrol** et une autre, **étatsunienne, BPZ ENERGY**, qui sont sur les rangs pour investir dans la région grâce au décret contesté par les populations originaires de cette partie amazonienne du Pérou.

A noter que ces entreprises collaborent sur des programmes de recherche-développement avec l'IRD Français.

http://www.peru.ird.fr/spip.php?page=article_programmes_regionaux&id_article=427&id_rubrique=454

D'autres entreprises sont sans doute sur les rangs. On vous tiendra informés dès que l'on en saura plus.